

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Marc Dolez, député et premier fédéral du Nord fixe les
enjeux finaux du débat

Dire NON pour que vive l'Europe

- International - Europe -

Date de mise en ligne : dimanche 12 décembre 2004

Démocratie & Socialisme

Un débat trop longtemps repoussé

Depuis plusieurs semaines, le Parti Socialiste tente de réaliser un exercice inédit de démocratie interne. Cet exercice de démocratie, qui remet les militants au coeur de la vie de notre Parti, nous l'avons souhaité depuis de longs mois. Sans doute intervient-il un peu tard, dans un contexte interne où les enjeux ont été volontairement dramatisés, car trop souvent reliés à des destins personnels.

Sans doute aurions-nous pu, dès les premiers travaux de la Convention chargée d'élaborer ce projet, donner aux députés européens socialistes impliqués un mandat clair, un mandat dont les militants auraient pu, déjà, définir le contenu, les limites, les exigences.

Ce ne fut pas le cas. Dont acte. Reste aujourd'hui une procédure de consultation interne dont nous devons saisir pleinement les enjeux et l'intérêt.

Pour la première fois depuis longtemps, à travers ce débat, l'orientation politique des Socialistes et ses fondements idéologiques sont remis dans les mains des militants. Notre Parti, s'il parvient à mener ces débats avec maturité et respect des opinions de chacun, peut parvenir à remplir parfaitement le rôle qui devrait toujours être le sien : celui d'une avant-garde politique qui débat et réfléchit pour demain, être apte à mener le débat auprès des citoyens.

Un exercice de démocratie interne essentiel

Certes, l'exercice est redouté et redoutable, tant il révèle des clivages fondamentaux parmi les Socialistes. Le projet de Constitution Européenne touche au coeur de l'identité socialiste et pose à chaque militant une question fondamentale : qu'est qu'être socialiste aujourd'hui ? Est-ce composer avec le capitalisme ou croire en notre capacité collective à construire une alternative politique à ce capitalisme ?

Voilà les questions fondamentales que les Socialistes avaient sans doute préféré ne plus se poser depuis longtemps. Voilà aussi pourquoi ce referendum interne prend aujourd'hui une importance toute particulière dans l'Histoire de notre Parti.

Les Socialistes face à leur identité

Ce débat révèle un constat dramatique : l'absence d'alternative politique à l'économie de marché est devenue une idée commune, et souvent un axe essentiel de la pensée unique et dominante. Une partie des Socialistes a donc intégré, au nom d'un " réalisme " autrefois de droite, un élément essentiel de la pensée libérale qui fait du marché et de la libre concurrence une donnée incontournable et " naturelle " de notre monde.

La conséquence est consternante : l'acceptation tacite par la Gauche d'une forme d'impuissance politique, symbolisée peu avant le 21 avril par la résignation contrite de Lionel Jospin face aux travailleurs de Michelin puis de Lu. Cette impuissance politique assumée est probablement l'une des causes majeures de la crise de notre démocratie.

Dire NON à la pensée unique

Dire NON au projet de Constitution, c'est aussi refuser cette pensée unique, et mettre enfin en débat le dogme libéral

au sein du Parti Socialiste.

Ce débat nous renvoie à ce que nous, Socialistes, sommes devenus, et à ce que nous voulons être demain. Chacun des articles du projet de Constitution nous renvoie à notre identité socialiste, à nos valeurs et à nos convictions. Car il faut admettre que le texte a une grande vertu : il expose un à un, et clairement, chacun des principes de l'idéologie libérale : concurrence libre et non faussée, libre circulation des marchandises et des capitaux, libéralisation des services, interdiction de toute intervention étatique...

En revenir à la cruelle vérité du texte

C'est pourquoi, d'ailleurs, les partisans du " oui " refusent obstinément de rentrer dans le texte : à chaque ligne, ils sont confrontés à ce qu'ils ne veulent pas admettre : l'acceptation tacite des règles libérales en Europe pour des décennies.

A l'inverse, si nous exposons réunion après réunion la réalité du texte, article après article, c'est parce que nous y voyons tout ce que nous ne voulons pas. On nous dit que ce n'est que le résultat d'une négociation avec la droite. Mais il n'y a en fait aucun compromis dans ce texte : ni dans le domaine social, ni dans le domaine politique, ni dans le domaine de la défense, nous n'obtenons de quoi équilibrer les concessions faites aux libéraux au fil des précédents traités.

C'est la consécration d'une société de marché ultralibérale où la concurrence prime sur la solidarité. En l'état, cette constitution ne peut fonctionner que vers le moins disant social et l'impuissance politique.

Dire NON pour que vive l'Europe

Dire NON, ce n'est pas la crise mais un choc nécessaire pour la renégociation du traité. C'est aussi un exemple pour les militants socialistes européens qui, demain, un peu partout en Europe, oseront eux aussi ouvrir le débat.

Le rejet de la constitution Giscard ne fera pas disparaître l'Europe, bien au contraire ! Quelle que soit l'issue du référendum soumis aux français, oui ou non, le traité de Nice va continuer de s'appliquer jusqu'au 1er novembre 2009 et les institutions européennes vont fonctionner normalement.

La question n'est donc pas là. Il s'agit de savoir si les socialistes et la France se donnent les moyens de rouvrir le débat pour obtenir des avancées significatives ou s'ils considèrent que l'affaire est réglée une fois pour toute. Autrement dit : quelle marge de manoeuvre aurait la Gauche en 2007 ? Elaborer un projet puis gouverner dans ce carcan libéral ou réorienter le cours de la construction européenne ?

Dire NON pour que vive la Gauche

Si le " oui " l'emporte, il faudra alors en assumer toutes les conséquences pour nos services publics et entreprises publiques, pour notre politique économique et sociale comme pour notre politique étrangère. Il faudra assumer l'impuissance dans laquelle nous nous serons mis pour soutenir des secteurs en difficulté, conduire une politique industrielle ambitieuse, défendre nos services publics ; assumer la concurrence fiscale et sociale, la compétition salariale qui nous sera imposée ; renoncer à taxer les mouvements de capitaux plus fortement, renoncer à renforcer la protection des salariés dans les entreprises, renoncer à une politique fiscale plus juste et redistributive, et tout ça au nom des sacro-saints principes de "libre circulation des hommes et des capitaux" et de "concurrence libre et non faussée" qui -ayant valeur constitutionnelle- s'imposeront à tous.

Dire NON pour demain changer la vie, vraiment

Si le non l'emporte certes nous n'aurons pas une constitution "socialiste" en lieu et place d'une constitution libérale, mais nous aurons la possibilité, par la renégociation, de nous battre pour obtenir des avancées auprès de nos partenaires européens : un véritable traité social de même portée que les traités économiques, la possibilité d'agir et d'avancer avec ceux qui le souhaitent par des coopérations renforcées plus faciles à réunir, un budget européen à la hauteur du défi de l'élargissement, une autonomie accrue vis à vis de l'Otan pour une véritable défense européenne, une politique économique tournée vers la croissance et l'emploi plutôt que vers une stabilité des prix (dont seuls les rentiers tirent aujourd'hui profit...), une Banque Centrale Européenne enfin placée sous contrôle démocratique ...

Autant de combats qu'un gouvernement de gauche doit pouvoir mener s'il ne veut pas perdre définitivement la confiance de ses électeurs et s'il veut demain pouvoir conduire une politique alternative à la droite.

Si le oui l'emporte, nous savons et les Français avec nous, qu'il n'y aura pas de réel changement possible avec les règles posées par cette constitution. Pense t-on vraiment pouvoir mobiliser la gauche et les Français autour d'un projet d'adaptation au libéralisme ? NON ! Notre responsabilité est de construire une véritable alternative à la Droite et au libéralisme, pour que vive le Socialisme !

Marc Dolez